

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 48 fr.	Un an... 80 fr.
Six mois... 25 fr.	Six mois... 44 fr.
Trois mois... 13 fr.	Trois mois... 22 fr.
Chèque postal Ferand 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

L'INCURIE ADMINISTRATIVE fera de la crue UNE CATASTROPHE

Ainsi qu'il fallait bien s'en douter tous ces jours derniers la crue n'a pas tardé à se muer en inondation et à devenir un véritable désastre. Il n'était pas besoin d'être un bien grand prophète pour le prévoir. En effet, depuis qu'il existe la Seine et des administrations pour surveiller le cours de la Seine, la situation est demeurée la même. Chaque année, les services dits « compétents » ont fait preuve de leur extraordinaire incapacité. Tant que le fleuve veut bien rester sagement dans son lit, tout va pour le mieux, mais dès qu'il commence à rouler ses eaux terribles et à gronder sous les ponts, la lamentable histoire recommence. On se précipite subitement, on oppose aux éléments furieux de ridicules barrages, on pompe hâtivement l'eau qui emplit les caves pour la rejeter dans la Seine, on se dépense fébrilement, et, résultat : on ne retarde pas le désastre d'une seconde.

Et, naturellement, toutes ces mesures de fortune ne sont pas sans entraîner de gros frais. Il faut mobiliser des bataillons d'ouvriers, amener d'immenses quantités de briques, de sable, de pavés, de planches, etc., pendant qu'on est obligé, un peu partout, de couper la circulation et de suspendre les communications. Et malgré cet argent gaspillé en pure perte, malgré toutes ces chinoïseries administratives qui plongent dans l'hilarité si la situation était moins tragique, malgré tout cela le fleuve débordé et c'est l'inondation.

Il est un peu superflu de s'étendre sur toute la misère qu'entraîne un tel état de choses. Pourtant il est de pénibles détails que l'on ne peut passer sous silence. Les services techniques, qui ont été chargés de parer à de semblables catastrophes et qui ont assumé ainsi toute la responsabilité d'une telle mission, ces services, disons-nous, n'ont pas le droit de se moquer de la sorte des pauvres gens qui habitent le long du fleuve. Tous ces rivières et surtout ceux de banlieue — pour le moment tout au moins — voient leurs maisons envahies par l'eau, leurs jardins recouverts et leurs cultures noyées. Le mobilier, qu'ils n'ont pas eu le temps de mettre à l'abri, est saigné ; les valises qu'ils élevaient sont emportées par la crue. Eux-mêmes doivent quitter le logis et se réfugier chez des amis ou des voisins plus fortunés. L'angoisse de tous ces malheureux est indicible. Il faut avoir vu les femmes partir avec leurs enfants et s'attarder sur les bords, les yeux fixés sur la demeure abandonnée. Il faut avoir parlé aux hommes qui s'aventurent sur les passerelles et tentent, une dernière fois, le sauvetage d'un meuble ou de quelques bibelots. Et lorsqu'on a coudoyé cette détresse on ne saurait trouver de mots assez expressifs pour qualifier la conduite des responsables.

Ah ! nous commençons à les revoir les responsables, ceux qui avaient dit avec Millerand après les inondations de 1910 : « Dites-le bien, toutes les mesures nécessaires seront prises... Certains travaux indispensables ont été déjà entrepris... » Ils vont, graves et importants, le long des quais recouverts. Ils se transportent en banlieue. Ils prennent des notes, questionnent le capitaine de pompiers et prononcent d'énergiques paroles de réconfort. Ils rentrent ensuite dans leurs bureaux, et les pieds au chaud, s'apitoient sur le sort des sinistrés, compulsent les vieilles statistiques, comparent, regardent leur montre, baillent, et s'en vont prendre l'apéritif sur les grands boulevards, répondant à tous ceux qui les questionnent : « Euh !... Evidemment... très malheureux... mais nécessaire est fait... immenses travaux en train... vous verrez... » Et ainsi jusqu'à ce que la Seine, enfin calmée, se décide à revenir chez elle. Alors les responsables s'essuieront le front : « Hein !... ça y est tout de même !... » Et les voilà tranquilles jusqu'aux prochaines inondations.

Il faudrait pourtant que cette comédie prenne fin — si l'on peut appeler comé-

die les agissements de ces individus sans scrupules qui voient à la misère des milliers de familles. Qu'on ne vienne pas dire que c'est par « économie » que depuis 1910 aucune mesure n'a été prise par le gouvernement. Des rapports d'experts avaient établi qu'il suffirait d'un milliard sept cent mille francs pour remédier définitivement à de semblables catastrophes.

Certains experts prétendent même qu'avec une somme de huit cent millions, des mesures suffisantes pourraient être prises. « C'est trop coûteux ! » objecteront peut-être quelques personnes. Allons donc ! Il suffit ici de quelques chiffres pour démontrer combien sont peu valables les arguments que l'on voudrait nous opposer : Le dommage causé aux biens personnels, mobiliers et immobiliers dans les trois seules crues de 1876, 1910 et 1920, s'éleva à plus de deux milliards. Et alors que deux milliards sont ainsi gaspillés, on ne peut pas trouver les huit cent millions qui eussent permis d'établir : 1° Un canal de dérivation de la Marne ; 2° Une mise en état des berges, des quais, avec surélévation des parapets aux points cotiers les plus bas, dans l'intérieur de Paris.

Et comme mesures corollaires la modification et la transformation de cer-

tains ouvrages d'art, ponts et écluses ; l'approfondissement du fleuve et la continuation des grands égouts collecteurs.

Cet exemple suffit à faire ressortir toute la mauvaise foi et l'hypocrisie des hommes qui viendront, demain encore, protester de leur bonne volonté.

Ce n'est certes pas nous qui demanderons au gouvernement quoi que ce soit. Ce n'est pas dans nos habitudes ! Mais une fois de plus nous établirons quelques constatations : c'est que le peuple, en n'importe quelle matière, ne peut avoir confiance en ceux qui s'arrogent le droit de penser et d'agir pour lui. La catastrophe d'aujourd'hui n'est pas comme celle du Japon ou de ces cataclysmes devant lequel l'homme n'a qu'à s'incliner. Une inondation peut être combattue. Mais comme chaque fois qu'il s'agit d'une affaire de quelque importance, ce n'est pas sur nos charlatans qu'il faut compter pour vaincre.

Ah ! s'il fallait quelques milliards pour fabriquer des canons, des munitions et entreprendre une nouvelle dernière guerre... S'il fallait de l'argent, beaucoup d'argent pour une œuvre de mort, alors on les verrait, tous nos beaux bateliers, vider leurs coffres... Mais voilà... il ne s'agit ici que d'une œuvre de vie, et cela ne saurait les intéresser.

GEORGES VIDAL



Le Quai Saint-Michel inondé

Les Progrès du flot

Malgré l'optimisme des communiqués officiels, la réalité est loin d'être rassurante. Si la baisse s'accroît sur les affluents supérieurs de la Marne, par contre on signale encore des pluies dans le bassin supérieur de l'Yonne (12 mm. en 24 heures), le péril ne semble donc pas être suspendu, bien au contraire et les inondations font, presque partout des progrès désastreux.

A Paris

La cote qui était hier matin de 6 m. 65 au pont d'Austerlitz est aujourd'hui de 6 m. 92. La circulation est complètement arrêtée sur le quai de la Gare, l'eau a envahi la chaussée et les caves des maisons environnantes sont inondées. Avec des moyens de fortune insuffisants, l'on essaie d'arrêter le désastre.

C'est ainsi, que passé le boulevard de la Gare, l'on a installé des baches, pour empêcher la Seine de sortir de son lit. Ceci semble un conte pour le « Canard Enchaîné », mais c'est hélas la stricte réalité. Près du pont d'Austerlitz, l'on commence maintenant qu'il est trop tard, à construire des barrages, avec des pavés de gré, et de la terre. Bien que ce soit insuffisant, il y a déjà amélioration sur les barrages en toile. Il faut donc espérer que lorsque le désastre sera complet l'on pensera à prendre des mesures.

La voie ferrée de Paris-Versailles, qui chaque matin déversait sur Paris un flot de prolétaires se rendant au travail, est complètement immergée. La circulation est par conséquent interrompue.

Les caves et dépôts de la Compagnie Maritime de la Seine sont pleins d'eau.

Le spectacle que donne ce coin de Paris est navrant.

Sur le quai d'Austerlitz, près de 600 bobines de papier-journal sont totalement inutilisables.

Quantité de matériaux ont été détruits par le désastre et les dégâts matériels doivent être énormes.

Si dans les quartiers riches des Champs-Élysées, des infiltrations d'eau se sont produites, se sont surtout les quartiers pauvres qui souffrent, car ils sont plus proches des berges.

L'on évacue les pauvres mesures des travailleurs et plusieurs ménages ont été transportés au bastion 57.

Les pauvres victimes voient avec terreur le moment où seront perdus les quelques meubles qui sont leur seule richesse et qui représentent souvent une vie de labeur.

Car là des pompes puissantes sont en action pour évacuer l'eau des immeubles, mais elles ne sont pas en nombre suffisant.

Espérons, puisque c'est notre seule ressource, que la crue s'arrêtera, et que les prévisions maximum prévues pour dimanche ne seront pas dépassées.

Et la Seine menace la scène

Si la crue continue ses ravages, de nombreux théâtres se verront contraints de fermer leurs portes.

En 1910, l'Opéra, le Châtelet, les Variétés, le Vaudeville, Sarah-Bernhardt, Michel, les

Arts, la Comédie-Royale, Parisiana, la Pépinière, etc., furent dans l'obligation de ne pas jouer, l'inondation des caves ne permettant ni le chauffage, ni l'éclairage.

Cependant, on finit par établir des éclairages de fortune et des pompes furent installées en quelques heures. On avait placé une forte machine dans le jardin du Palais-Royal pour alimenter en lumière la Comédie-Française ; à l'Opéra-Comique, M. Carré fut le premier à se procurer une puissante locomobile actionnant une dynamo génératrice d'électricité. A l'Opéra, on avait muré les machines de l'usine transformatrice, mais l'eau montant dans les dessous jusqu'à une hauteur de huit mètres interrompit l'arrivée du courant, bien que l'usine fût intacte. On produisit alors de la lumière avec deux locomobiles empruntées à des manèges de montagnes russes et de chevaux de bois.

Devant la difficulté de se procurer d'autres locomobiles, le Palais-Royal éclaira la salle avec trois cents lampes à huile et la scène avec un énorme lustre de bougies, les Nouveautés utilisèrent l'acétylène.

Jusqu'à cette heure, les Champs-Élysées sont le plus en danger. Par infiltration l'eau s'est déjà glissée dans les caves qui sont à plus de dix mètres sous terre.

Dans certaines salles l'eau atteint déjà 10 ou 15 centimètres, le ronronnement des machines est tout proche ; des ouvriers sont occupés à construire un mur pour empêcher l'eau d'atteindre les dites machines. Il n'y a pas encore eu lieu de boucher aucune porte, mais si cela continue, cette précaution sera prise dès que ce sera nécessaire.

Certainement, il serait regrettable de voir interrompre les représentations des théâtres — surtout quand il s'agit d'une œuvre d'art et de pensée comme le Théâtre des Champs-Élysées où l'on joue Ibsen, Gorki, Cromwell, Claudel, Lenormand, Jules Romains et tant d'autres écrits dramatiques...

Mais qu'est-ce cela à côté de l'effroyable misère des pauvres intérieurs où l'eau gagne les bords du lit. Qu'est-ce cela à côté des gosses chassés de leur berceau par l'inondation ?...

En banlieue

ALFORTVILLE

Le désastre est complet. La ville est morte. Aucune boutique n'est ouverte, tous les rez-de-chaussée ont été évacués et d'heure en heure la situation s'aggrave.

La Marne a monté depuis hier de huit centimètres et la Seine continue sa tragique ascension.

Les égouts rejettent sur la chaussée les eaux de la Seine qu'ils ne peuvent plus recevoir.

L'on tente en vain de sauver le mobilier des sinistrés, mais on a tout juste le temps de procéder au transport des vieillards, des malades et des enfants, sacrifiant tout le reste. Là comme partout d'ailleurs, l'im-

pression est terrible. L'on assiste à la ruine de toute une population, sans qu'il soit possible d'enrayer le fléau.

Toutes les mesures qui avaient été prises, trop tard naturellement, ont été insuffisantes et les pompes qui avaient fonctionné jusque hier 3 heures de l'après-midi, se sont arrêtées, la lutte contre les éléments étant impossible.

Que de misères demain, dans cette cité si joyeuse et si gaie en temps normal ?

Combien de temps devront-ils travailler, les malheureux, pour regagner ce qu'ils auront perdu ?

NOGENT-SUR-MARNE

L'on ne peut approcher, toute tentative serait inutile. Le désastre s'accroît chaque jour ; depuis hier, 400 immeubles ont été atteints par les eaux.

A Champigny, 1.400 à 1.500 immeubles sont atteints ; au Perreux, 1.200 environ.

CHOISY

Le quartier des Gondoles, essentiellement ouvrier, a subi un dommage colossal, il est complètement immergé.

On n'a même pas eu le temps de déménager et l'on s'est enfilé devant le fléau.

Les rues des quartiers hauts sont emplies de sinistrés, déambulant tristement, pauvres acteurs de l'effroyable tragédie.

Plus de 600 chômeurs sont logés par les soins de la municipalité, mais il faut les nourrir, et les secours n'arrivent pas.

Toujours, toujours, quelle que soit la catastrophe, la classe ouvrière est la première victime.

PUTEAUX

Les quais sont immergés, la chaussée des rues avoisinantes sont pleines d'eau et quatre usines ont fermé leurs portes.

Il y a plus de 400 chômeurs.

(Voir la suite en 3^e page)

A ce soir

Ce soir, à 20 h. 30, Maison Commune, 49, rue de Bretagne, assemblée plénière de la Fédération Anarchiste de la région parisienne.

L'ordre du jour :

- 1° Notre campagne pour l'amnistie ;
- 2° Propositions de la Fédération pour la réorganisation du Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste ;
- 3° Discussion sur la marche du quotidien.

Nous invitons tous les camarades à venir nombreux à cette réunion pour discuter et résoudre, dans l'intérêt de la propagande, les questions qui seront soumises à leur jugement.

Vie chère et spéculation

Les économistes de tout grade et de tout poil se lamentent sur la cherté de la vie dont souffre le peuple et cherchent des remèdes à cette situation. Statistiques sur statistiques ont été établies par ces philanthropes, sans que pour cela le prix des marchandises de première nécessité ait baissé d'un centime et, se rendant compte de leur incompétence en la matière, ils engagent le peuple à se nourrir de telle ou telle façon afin de pouvoir sinon faire des économies, du moins boucler son budget.

Nous sourions chaque fois que nous lisons un de ces bons apôtres qui, par l'organe de la presse vendue, nous annoncent que la vie a augmenté de 360 p. 100 depuis 1914, et qu'en conséquence les salaires ayant augmenté dans une proportion à peu près analogue la mère de famille doit arriver, si elle sait mener le gouvernail du ménage, à joindre les deux bouts.

Qu'y a-t-il de vrai, tout d'abord dans cette affirmation gratuite des statistiques officielles, que la vie n'a augmenté que de 360 p. 100 ? Si nous additionnons le prix des pommes de terre à celui des automobiles, que nous y ajoutons le prix d'un voyage en première entre Paris et Rouen et que nous prenons une moyenne, il est bien possible que nous arrivions à ce chiffre de 360 p. 100 ; mais nous calculons de tout autre façon et constatons que nos chiffres sont bien supérieurs à ceux de ces messieurs du gouvernement.

Pour se rendre compte exactement des difficultés que rencontre le prolétaire pour nourrir sa famille, il faut faire la comparaison entre le nombre d'heures de travail qui étaient nécessaires avant la guerre pour se procurer le minimum de bien-être et celui qui est indispensable aujourd'hui pour ne pas crever de faim.

Nous avions, avant la guerre, des œufs à 0 fr. 90 la douzaine en été et de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 en hiver. Un ouvrier gagnant un salaire moyen horaire de 0 fr. 90 pouvait donc se payer une douzaine d'œufs en travaillant une heure. Le prix de ceux-ci est, aujourd'hui, de 8 fr. à 12 fr. la douzaine, ce qui marque une augmentation moyenne de 1.000 p. 100 et un ouvrier qualifié gagnant 4 francs de l'heure (ce qui est l'exception, car la majorité des travailleurs ne sont payés à Paris que 2 fr. 75 à 3 fr., 50 de l'heure) est obligé de produire deux heures de travail pour se procurer cette même quantité de marchandise, ce qui fait donc le double de ce qu'il payait avant la guerre. Pres-

que tous les objets de première nécessité ont subi cette hausse fantastique. Que nous prenions la viande, le lait qui valait 0 fr. 20 le litre et que nous payons aujourd'hui 1 fr. 10, le beurre que l'on avait à 1 fr. 20 la livre et qui nous coûte à présent 3 fr. et les légumes, les effets, tout ce que le peuple ne peut pas ne pas acheter et nous sommes loin des 360 p. 100 que donnent nos statistiques.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que la maladie ravage les classes laborieuses, que la tuberculose fasse d'effrayants progrès et que la mortalité dissimine la classe ouvrière dans des proportions effrayantes.

Les cités industrielles souffrent davantage encore de cette situation précaire, que la campagne.

Au manque de nourriture des ouvriers des villes s'ajoute un air vicié, le logement insalubre, un hygiène déplorable et une activité fiévreuse qui vieillit le citoyen bien plus vite que le travailleur de la terre.

Il paraît donc indispensable de revenir à un équilibre plus adéquat aux besoins des masses et les commissions et sous-commissions ne peuvent certainement pas y réussir.

Il est donc évident qu'une société basée sur le capital, dont tous les rouages sont gouvernés par les représentants de la finance incapables de stabiliser une situation comme celle que nous subissons, ne peut se perpétuer longtemps encore.

La crise de la vie chère, qui va en s'accroissant, dépasse les bornes et fera peut-être un jour prochain se dresser ceux qui en sont victimes, car les gouvernements n'arriveront pas à l'enrayer : il faudrait, pour cela, qu'ils s'attaquent à ceux qui les soutiennent et ils ne le feront pas.

La simple annonce que le gouvernement allait prendre des mesures a provoqué chez les mercantis une protestation et, une dépêche que nous recevons ce soir, de Troyes, nous informe que les associations agricoles de l'Aube s'élèvent contre toute diminution des droits de douane sur les blés étrangers, prétendant que le prix de la vie ne serait pas réduit d'une façon sensible par cette mesure.

Malgré que l'Amérique regorge de blés et soit prête à en livrer à la France à des prix avantageux qui permettraient de vendre le pain meilleur marché, nous continuerons à le payer 1 fr. 20 le kilo et peut-être 1 fr. 30 prochainement.

Supprimer les droits de douane sur les

blés ne serait certainement pas suffisant, alors que toutes les marchandises françaises ont le même privilège et sont garanties de la même façon que le blé par des droits de douane prohibitifs.

La seule mesure efficace qui s'imposerait et qui pourrait peut-être donner quelques résultats ne sera pas prise par le gouvernement, que ce soit le Bloc National qui le dirige ou le bloc des gauches.

Imposer la libre importation et le libre échange en France n'est donc pas du domaine gouvernemental.

Lorsque le peuple, et nous ne le répétons jamais assez, comprendra qu'il a le droit d'exiger ce qui lui est dû, que le monde regorge de vivres et que s'il en manque la faute en est à la spéculation dégoûtante des mercantis et des financiers, lorsqu'il prendra de force ce qu'on lui refuse de bon gré, le régime de M. Chéron aura vécu et, avec lui, tous les intermédiaires voraces qui bénéficient de la meilleure partie de notre production.

J. CHAZOFF.

A propos de la sœur Claudia

Dans quelques jours nous reviendrons sur l'« affaire Sœur Claudia » et produirons des documents qui confondront et l'Action Française et la supériorité de Saint-Lazare.

Un peu de patience seulement.

Aujourd'hui nous voulons que nos lecteurs goûtent les quelques fantaisies de bon sens que l'œuvre a publiées hier sur le sujet et sous la signature de la Fouchardière :

Aux yeux éblouis de la petite religieuse, la flamme incendiaire de l'anarchie éclairant l'humanité totale, parut plus brillante et plus belle que la douce veillesse agonisante devant le Sacré-Cœur. Elle crut découvrir une religion plus humaine, plus vivante ; en tout cas, une religion nouvelle... En sens inverse se produisit une conversion semblable à celle qui bouleversa l'âme imbécile et vénétable de Polyte. Comme les martyrs des âges fervents, Germaine Berton, dans la géologie même, avait gagné une âme à sa foi. C'est ainsi que la vierge sage, disciple de la vierge folle, partit à travers les embûches du monde pour confesser les fausses idoles après avoir abjuré le Christ...

La petite sœur Claudia se rendit chez les anarchistes, que nous devons nous figurer comme des lions dévorants. Elle pénétra chez les libertaires affranchis de toute morale, déjà avec un compagnon libéré de tout frein social... Elle coucha même dans le lit d'une dame qu'elle avait connue à Saint-Lazare et dont l'« ami » était absent.

Non seulement personne ne mit un revolver dans la main de sœur Claudia, avec le conseil d'aller abattre quelque ministre ou quelque journaliste (conseil que la néophyte eût certainement suivi dans toute l'innocence de son cœur, mais encore la pureté de la sainte fille demeura immaculée...

Avant C'est à partir de mardi prochain 8 janvier que le prix des Abonnements sera porté au tarif suivant :

FRANCE	ETRANGER
3 mois : 16 frs.	3 mois : 24 frs.
6 mois : 32 frs.	6 mois : 48 frs.
un an : 64 frs.	un an : 96 frs.

Passé le 15 courant, les Abonnements partiront du 1^{er} et du 16 de chaque mois.

Réflexions

Les gouvernements bâtissent sur la prodigieuse faculté d'oubli des peuples. Depuis que Paris existe, des inondations périodiques l'ont cent fois dévasté et rendu putride. Nous en avons les témoignages historiques. Sous les rois, on promenait la chaise de vagues saints, en procession solennelle ; et populo rentrait chez lui, enquies, berné et content. Aujourd'hui, nous n'avons même pas ça. Quelques mots sont jetés par un ministre et la masse s'en satisfait. Le symbole, c'est le « Je suis content, content, bien content » de ce pauvre ahuri de Clemenceau, quand les Allemands vinrent jusqu'à Château-Thierry. Mot épique, admirable et délicieux de clown recevant des coups de pied au derrière et manifestant ainsi son bonheur. Aujourd'hui, la Seine déborde. Tous les jours on va faire annoncer par les journaux que l'inondation est finie. C'est le système nouveau. Ne croyez pas être mouillé, vous serez sec ! Et le mouton de Panurge croit. S'il rouspète, on enverra un sous-secrétaire d'Etat ou quelque autre gaillard bien portant ordonner à la Seine : Arrête-toi ! Et comme elle s'arrêtera bien un jour, le pouvoir pourra dire à ses ouailles : « Sans moi, c'aurait été le déluge ».

Il faudrait pouvoir démontrer au peuple que ces gens se f... de lui, que tout en eux est singulier de farceurs qui gagnent beaucoup, satisfont leur orgueil et tiennent à leur place. Quant à s'intéresser aux malheurs de la populace, quelle blague !

Mais, en 1924, quand je vois ces malheureux, gorgés de misère, bayer aux boniments de nos maitres et, le ventre vide, croire, puisqu'on le leur a dit, qu'ils ont une indigestion, il me faut admettre vraiment la morale Nietzscheenne. Comment croire à l'EGALITE devant un tel foisonnement de sottise ? Laisse la Seine envahir la bicoque, malheureux, la femme et les gosses y prendront des bronchites et claqueront. Tu perdras le fruit de vingt ans de travail et tu toucheras 150 francs d'indemnité, par grâce !

Mais ton voisin, l'usinier qui utilise le lait qu'il faudrait pour nourrir les gosses à faire ce qu'on nomme « Galalith », cette idiote imitation de l'« Onyx », ton voisin qui aura perdu son tapis essuie-pieds et son massif de rosières de l'an passé, ton voisin touchera cinq cent mille francs d'indemnité. Et il réduira le salaire de tes frères de misère. Toi, tu n'en attendras pas moins avec impatience le mardi-gras pour aller faire l'andouille sur les boulevards. Et tu voteras pour ton patron aux prochaines élections. Et prépare-toi tout de suite pour les prochaines inondations, imbécile !

René DUNAN.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Depuis le fameux procès qui eut pour résultat la condamnation par ricochet — ça se gagne — de l'Action Française, de ses méthodes et de ses mœurs policières, l'institution du jury a passé sous les fourches caudines de tout ce qui en France et à l'étranger se sert d'une plume pour la défense sacrée des principes vêtus de la monarchie.

St les douze petits bourgeois qui furent enlevés à leurs occupations pour être jugés avaient condamné, que de louanges la feuille du roy ne leur aurait-elle pas adressées ! Ils auraient été de braves, honnêtes et courageux citoyens, d'ardents patriotes, et du coup le jury aurait été reconnu non seulement d'utilité publique, mais un rempart inaccessible contre les ennemis de l'ordre. Mais voilà ! Mais voilà ! comme dit la chanson. Voilà que les douze petits bourgeois se sont aperçus que le roman de la balle allemande qui, après une savante préparation de tir était venue se loger dans le corps du Vidocq supplémentaire, n'était qu'un bluff grossier échafaudé sur un cadavre pour les besoins d'une politique, la plus sale qu'il soit. Si tant est qu'il y ait dans la politique des degrés dans la bassesse et le crime.

Donc, nos douze bonshommes ont si non approuvé, du moins trouvé assez d'excuses au geste de Germaine Berton, pour qu'ils rendent un verdict d'acquiescement.

Et les voilà du coup honnis, traités à leur tour d'assassins et le substitut Pujol, remplaçant le procureur dégonflé, les voudrait déjà revêtus de l'habit des galériens. Pas moins !

Et voilà le jury en cause dans les longues tartines que les feuilles bien pensantes du Figaro à l'Echo National et de la Libre Parole au Gaulois, en passant par l'Echo de Paris, présentent à leurs lecteurs consternés.

Evidemment, tant qu'il ne s'agit que d'un Villain ou d'un Conrad, ça pouvait aller, ça allait même très bien. Mais acquiescer un anarchiste, ça ne va pas, mais plus du tout. Il y a là un péril contre lequel il faut prendre des mesures sans retard.

Pourquoi ne supprimerait-on pas tout de suite une institution qui offre si peu de garanties ? Et puis, comment sommes-nous recrutés ces jurés, au petit bonheur ? Quelles occupations président à leur choix ? C'est ce que se demande un ballot de la Libre Parole, qui écrit :

« On pouvait autrefois supposer qu'étaient éliminés ceux dont la profession n'offrait pas la garantie d'une certaine culture ; mais depuis que les manuels se sont imposés comme juges d'assises, quel peut être le critérium ? »

En effet, comment voulez-vous qu'un manuel puisse avoir un jugement sain et de nobles pensées ? Ce n'est pas cela qu'on lui demande. S'il va en Cour d'Assises, sa place ne peut être qu'au banc des accusés.

Et ne savez-vous pas que parmi les jurés de l'affaire qui nous vaut toutes ces récriminations, se trouvait un rédacteur du Libéraire ?

C'est encore cette vieille Libre Parole, encore un titre bien mal porté, qui nous apprend cette chose époustouflante. Elle dit cela sans en être bien sûre. Mais que diraient les journaux s'ils ne rapportaient que des choses véridiques ? Ainsi quelques jours avant le verdict, lorsque l'Eclair assassinait, mais légalement cette fois, le « bandit » Delval, les journaux publièrent que celui-ci avait crié en allant à la mort : Vive l'anarchie, vive Germaine Berton ! L'Action Française, dans un but facile à deviner, avait même reproduit ces mots dans sa manchette. Or, d'après l'A. F. d'hier, Delval aurait crié : Vive la République ! Vive Germaine Berton ! Il se pourrait qu'il n'ait rien crié du tout !... Mais revenons à nos moutons, c'est-à-dire à nos jurés. Je ne voudrais pas que l'on croie que parce qu'il s'est trouvé de « bons jurés » je porte dans mon cœur la forme hypocrite qui consiste à faire juger des hommes par d'autres hommes que les magistrats payés pour cet office. Les anarchistes ne reconnaissent à personne le droit de juger, pas plus aux professionnels qu'aux amateurs. Toute leur action tend vers la suppression de l'odieuse régime qui provoque et excuse les divers gestes qualifiés vols ou crimes.

Mais il ne faut pas perdre une occasion de montrer la violence et les contradictions des suppôts de ce régime.

Je n'ai pas voulu faire autre chose.

Pierre MUALDES.

Ils sont terribles !

Au Congrès des Communistes, dans le couloir : cris, hurlements, trépignations, vociférations.

Qu'y a-t-il donc ?

A la porte, un syndiqué a oublié sa carte et il se recommande de Verriez qui est là, qui le reconnaît comme syndiqué, et qui demande à ce qu'il soit admis.

Mais Verriez est un hérétique, et les orthodoxes sont des fanatiques.

Puis, changement de décor, surprise. Le syndiqué sans carte peut entrer sur la recommandation d'un secrétaire. C'est que plusieurs orthodoxes, pris au dépourvu, n'ont pas de carte non plus. Parmi eux, l'extra-par Tisserand.

Alors, doucement, René le moscovite propose : « On pourrait laisser entrer ceux qui ont oublié leur carte si un camarade répond « moralement » pour eux ! »

C'est accepté. Et nos terribles orthodoxes qui criaient tant après Verriez et Valon de se taire comme des petits toutous parce qu'ils sont appelés à bénéficier d'une mesure qu'ils condamnaient.

Enfin !

Enfin la Vie Ouvrière nous entretient cette semaine du procès Germaine Berton.

Si elle a observé le silence c'est que « ne voulant pas s'associer à la triste démagogie du Libéraire, elle s'est fait un scrupule de n'apporter aucune note discordante au cours du procès ».

Sale hypocrite !

Elle ne voulait, cette chérie, n'apporter aucune note discordante...

Ainsi quand Germaine Berton risquait sa vie contre cette ennemie de la classe ouvrière qu'est l'Action Française, quand elle déclarait fièrement qu'elle avait voulu abattre Daudet parce qu'il était un des responsables de l'occupation de la Ruhr, tout cela n'intéressait pas Monmousseau.

Il n'aurait pu que critiquer, lui, l'attitude de l'accusée, du défenseur et des témoins s'il eût écrit pendant le procès.

Qui eût cru trouvé tant de pureté chez cette fleur de la jaunisse ?

0000

Sur Flotter

Sur ce mouchard, nouvellement découvert, l'Humanité est en polémique avec notre « amie » l'Action Française.

Et au cours de cette polémique, la feuille bolcheviste produit quelques inexactitudes.

Elle écrit « le faux anarchiste » pour désigner Flotter. Alors que Flotter — partisan de la « Dictature du Proletariat » — s'est séparé des milieux anarchistes depuis plus de trois années.

Elle pond aussi : « Et il y a beau temps que le Parti communiste désireux de ne s'unir pour l'action qu'avec les organisations vraiment représentatives de la classe ouvrière, s'est retiré du Comité pour l'amnistie ». C'est faux ; le Parti communiste fait partie ou faisait partie hier encore du Comité pour l'amnistie, auquel il n'a d'ailleurs adhéré que tout récemment, il y a trois mois à peine.

0000

Où sont les hommes de cœur ?

Aux assises du 12 décembre dernier, on jugeait la bande des cambrioleurs du bureau de poste de la rue Vauvargues, lorsqu'on annonça tout à coup la mort de Raymond Radigue.

Cette nouvelle (c'est l'Intransigeant qui parle) n'éveilla nul écho parmi les avocats ni le public, qui se trouve près des tribunes, mais dans le box des accusés, Richard Reith, qui comparait sous l'inculpation de recel, entendit cette réflexion étonnée : — Radigue est mort, dit-il. Pauvre gargon ! Il avait beaucoup de talent... »

Où sont les hommes de cœur ?

La Vie des Lettres

M. Léon Franc, interrogé par Paris-Journal sur ce sujet « Y a-t-il des gens trop connus » répond très justement :

« Le public connaît celui qu'il doit connaître : Decourcelle, non Rémy de Gourmont. Il n'y a pas d'influence bonne ou néfaste d'écrivains vivants sur un public « gros » ou choisi. Les écrivains sont influencés : Des suiveurs. Le public veut-il de la limonade gazeuse ou une tranche de cochon froid ? Robert de Flers ou Marguerite.

Des suiveurs, les maitres aussi.

Taine ne fût-il pas le miroir d'un temps avide de connaître ; un grand poète n'est-il pas un écho ?

Le tempérament, non l'intelligence caractérisant le créateur, le plus balzacien des écrivains n'insufflerait point la vigueur des sens à des gens qui considèrent l'art et la vie en dégoûtés ou en critiques. Les lieux communs sont seuls doués de force persuasive, il faut à l'affirmation neuve, à la découverte spirituelle le temps nécessaire à sa « pétrification ». La pensée n'agit avec toute sa force qu'accompagnée de la mort. Les idées-forces ne sont pas fortes.

Un Barrès obtient des disciples s'il répète : « Quand même » ou « pensons-y toujours » non s'il arrose avec délicatesse les délectables fleurs des jardins de Bérénice ou de l'O-ronite.

Sous terre ceux qui exercent une influence sur la jeunesse intellectuelle.

Quels vivants ? Maurras ? Rayon de la politique.

Gide ? Enlève à Gide la N. R. F. et nous mesurerons sa puissance propre, Romain Rolland ? Non. Barbusse, les yeux fixés vers l'Asie ? France vieillit ?

Mais, dites, ne serait-ce pas Dufayel qui par ses catalogues et son sens pratique ?... »

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — A 20 h., Le Jardin du Paradis ; La Nuit ensorcelée.

OPERA-COMIQUE. — A 20 h., La Vie de Bohème ; Le Voile du Bonheur.

GAITE-LYRIQUE. — A 20 h., 25, La Mascotte.

VAIETTES. — A 20 h., 30, Ciboulette, musique de Reynaldo Hahn.

TRIANON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart) — A 20 h., 30, Rip.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — A 20 h., 30, Moina Vanna.

ODEON. — A 20 h., 30, Candide.

THEATRE CORA-LAPARCHE. — A 20 h., 30, L'Oiseau blanc, féerie en 4 actes de Maeterlinck.

VAUDEVILLE. — A 20 h., 30, La Femme nue.

de Henry Bataille.

RENAISSANCE. — A 20 h., 45, Le Prince Jean, de Charles Méré.

NOUVEAU-AMBIGU. — A 20 h., 30, La Vie de Bohème.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — A 21 h., Amédée et les Messieurs en rang ; Knock ou le triomphe de la médecine (par Jules Romains).

THEATRE DES ARTS. — A 21 h., L'Ingrate, de Maurice Magre.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — A 20 h., 30, Bastos le Hardi.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — A 20 h., 45, Voulez-vous jouer avec moi ? L'Homme rouge.

ALBERT 1^{er} (troupe du Canard Sauvage). — A 21 h., 30, Les Amis de la dernière heure, par André Obey.

Cabarets artistiques

LES NOTABLES. — A 21 h., Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspe, Jack Carol, etc. « Ce sont les pitres », revue.

LE CARILLON. — A 21 h., La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h., Les chansonniers Jean Rieux, de Soutter, Remington, etc., et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 h., Charles d'Avray et ses chansonniers.

LA LUNE ROUSSE. — A 21 h., Les chansonniers Dominique Bonnaud, Vincent Hyspe, Jean Rieux, etc., etc.

Chez Thémis

UNE ERREUR JUDICIAIRE

A T-ELLE ETE COMMISE AVANT-HIER ? (Suite et fin).

Nicoulaz fixant sa femme, demande d'une voix grave :

— « Madame se souvient-elle d'une photographie prise sans doute par son amant « qui la représentait assise sur un lit, en « chemise et en pantalon ? »

Protestations indignées de l'ex-épouse. On comprend aisément que cette question ne puisse lui faire plaisir, même si les faits sont faux.

Nicoulaz pose ensuite cette question qui ne paraît pas beaucoup avec l'affaire :

— Comment me raisais-je en 1911 ?

— Mon mari portait une petite moustache, mais pas de barbe.

M^{re} Nicolai. — Portait-il un bouc ?

Le témoin. — Non, il n'a jamais porté de bouc.

Et c'est ensuite la fille de Nicoulaz qui dépose.

Dix-neuf ans le type d'une midinette assez bien mise.

La situation est délicate pour cette jeune fille. Loin d'accuser son père, elle dira qu'avant neuf ans à l'époque où se situent les faits qui sont reprochés à celui-ci, elle se souvient que son père quitta bien Paris avant le 31 janvier 1911, après une discussion avec sa mère, à propos du divorce.

Puis, c'est la « maitresse » de Nicoulaz qui soutient que celui-ci a fait sa connaissance le 26 janvier 1911 à Grenoble.

La déposition de cette personne est assez courageuse, car bien qu'avant été abandonnée par Nicoulaz qui est aujourd'hui remarqué, elle le défend jusqu'au bout, sans souci du « qu'en dira-t-on ».

Combien de femmes n'auraient pas le courage de celle-ci qui n'a plus rien à espérer de Nicoulaz ?

M. Donat-Guigou, avocat-général a prononcé son réquisitoire. Il s'est efforcé de détruire le système de défense de l'inculpé. Terminant son exposé, il soulève un point de droit intéressant :

Le jury doit se prononcer sur deux questions.

Première question. — Nicoulaz s'est-il rendu coupable de l'abus de confiance qu'on lui reproche ?

Il faut répondre : Oui, dit M. Donat-Guigou.

Deuxième question : Nicoulaz était-il salarié ? Si vous répondez oui, à cette question, poursuit l'avocat général, c'est la peine de réclusion qui est applicable à Nicoulaz, car le fait d'avoir commis un préjudice à un patron, étant salarié, constitue une circonstance aggravante et de délit, le fait reproché devient crime. L'avocat général estime qu'étant donné que cette affaire remonte à 13 ans qu'on n'a pu retrouver MM. Viger-Lambert — les patrons qui ont subi le préjudice... une peine de réclusion serait trop sévère. Il faudra donc que les jurés indiquent qu'ils admettent pour Nicoulaz le bénéfice des circonstances atténuantes.

La Cour pourra donc prononcer une peine allant de 1 à 5 ans de prison.

C'est le tour de M^{re} Nicolai du barreau de Nice, venu tout exprès de cette ville pour défendre Nicoulaz.

La voix est chaude et l'on sent en entendant cet avocat qu'il est du Midi. Il a du soleil au cœur et il défend son client avec force.

Il plaide non-coupable et insiste sur un point assez important :

La plainte que déposèrent, en 1911, MM. Viger-Lambert mentionnait que leur encaisseur, l'auteur du vol — l'autre Nicoulaz ? — portait un bouc. Contradiction flagrante entre cette affirmation et la déposition de l'ex-épouse de celui-ci qui a soutenu à l'audience que son mari n'a jamais porté ni bouc ni barbe.

Après avoir évoqué l'affaire Danval et mis en garde les jurés contre une erreur judiciaire possible, M^{re} Nicolai termine en demandant l'acquiescement de son client.

A six heures, le jury se retire pour délibérer.

A bout de vingt-cinq minutes, il revient avec un verdict affirmatif sur les deux questions, mais mitigé par des circonstances atténuantes.

La Cour se retire pour délibérer sur l'application de la peine es condamnée Nicoulaz à 3 ans de prison, aux frais du procès et fixe la durée de la contrainte par corps au minimum.

Que dire de ce verdict ?

Nicoulaz a-t-il été vraiment la victime d'une machination ? C'est possible. Tout est possible. La doute en tout cas, pouvait, devait lui profiter.

S'il a vraiment commis les actes qu'on lui reproche, quels mobiles l'ont fait agir ? Je crois qu'à cette question il faudrait répondre : Raisons intimes.

Le cœur a des raisons que la raison ne connaît pas.

Peut-être cet homme n'était-il pas heureux en ménage ! Qu'en savons-nous ? Connaissions-nous les sentiments intimes de chaque individu ?

Non.

Après l'audience je fus le témoin d'une scène qui me déchira le cœur.

Dans une galerie, je vis la mère aux prises avec la jeune fille, venue déposer en faveur de son père.

On échangeait des injectives, presque des grossièretés.

Et je soupçonnais à l'origine de ce drame que s'était dénoué il y a quelques minutes, je ne sais quels dessous douloureux et troubles.

Je pressai le pas vers la sortie, trouvant la vie bien sale, bien ignoble.

L'Audience d'hier

CE N'EST PAS ELLE LA COUPABLE, C'EST LA SOCIETE !

Le 15 août dernier, une concierge de la rue St-Maur qui répond au prénom Angélique de Marie avait réuni dans sa loge ses amis et connaissances — une dizaine d'invités environ.

Au nombre des heureux convives se trouvaient Mme Pattaz, âgée de 47 ans, un ami de cette dame, Duvivier et la fille de Mme Pattaz, Pauline. Pattaz âgée de 27 ans et Mme Moyaud. Les autres personnes, dans cette affaire, ne présentent aucun intérêt.

térêt, ils furent les témoins du drame dont le dénouement eut lieu hier en Cour d'Assises, il est donc inutile de les énumérer ici.

Occupons-nous simplement des acteurs directs de cette scène qui éclata sur le coup de minuit dans la loge de Mme Jabot — c'est le nom de la concierge.

Dans la matinée une invitée Mme Moyaud dit à son amie la concierge qu'elle lui remettrait le jour même une somme de cinquante francs qu'elle lui devait depuis un mois et qu'elle détenait dans un porte-monnaie placé dans son sac à main.

Elle l'invita même à venir prendre l'apôtre dans un café voisin, mais s'aperçut que son porte-monnaie avait disparu de son sac.

Dès qu'elle eut connaissance de la mésaventure survenue à Mme Moyaud, Pauline Pattaz porte ses soupçons sur l'ami de sa mère, Duvivier.

Que se passa-t-il au juste entre eux ?

Selon quelques déclarations de témoins, Pauline Pattaz à diverses reprises aurait injecté à celui qu'elle soupçonnait être le « coupable » et à minuit, la discussion se serait envenimée, à tel point que Duvivier sortit bientôt un couteau de sa poche. Prenant peur, Pauline, après avoir réussi à désarmer son adversaire, prit un autre couteau qui traînait sur une table et le frappa violemment. Duvivier alla s'affaïsser sur le trottoir et mourut pendant qu'on le transportait d'urgence à Lariboisière. Pauline, jeune femme divorcée, répondait hier de son acte devant le jury.

L'accusation lui a reproché d'être violente et emportée.

On lui fit même un grief d'avoir été « mise en carte » en 1919.

On se demande pourquoi alors que tant de femmes « bien » sont inscrites depuis longtemps sur les registres de la préfecture de police, sans que pour cela on songe à les discréditer outre mesure.

Après un réquisitoire de M. Donat-Guigou, avocat-général, lequel ne s'opposait pas aux circonstances atténuantes, M^{re} Raymond Hubert — l'ex-défenseur de Paule Jacques, fille de Mme Bessarabo — prononça une émouvante plaidoirie.

Il était cinq heures et demie quand le jury se retira pour délibérer.

Vingt-cinq minutes après, il revenait avec un verdict affirmatif sur les deux premières questions, négatif sur la troisième, écartant ainsi la circonstance aggravante de préméditation. Les circonstances atténuantes étaient accordées.

La peine infligée à Pauline Pattaz est de trois ans d'emprisonnement. Elle est condamnée en outre aux frais du procès et la durée de la contrainte par corps est fixée au minimum.

Quand le verdict du jury fut connu, avant que la Cour se prononçât sur la peine à appliquer, M^{re} Raymond Hubert présenta quelques observations judicieuses.

Il nous montra sa cliente, enfant, n'ayant pas reçu l'éducation désirable et mit en relief les exemples que les défaits d'ici-bas ont chaque jour devant les yeux — triste privilège que ne connaissent pas ceux qui sont nés dans un berceau moelleux. Puis il adjura la Cour de se montrer indulgente.

Trois ans de prison, on dira sans doute qu'elle s'en tire à bon compte.

Relativement oui, et en se plaçant au point de vue pénal.

Mais était-ce vraiment utile, de condamner cette femme à une peine d'emprisonnement dont elle n'a accompli que la septième partie ?

Je ne le pense pas, car une société est bien coupable qui accorde aux uns une éducation complète et refuse aux autres, parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'instruire, la lumière qui leur ferait tant de bien.

Pauline Pattaz n'avait pas son certificat d'études et elle avait grandi à la diable, au petit bonheur.

Il fallait réfléchir à cela, messieurs les jurés.

LE RAT DU PALAIS.

Paul Renouard est mort

Le dessinateur Renouard vient de mourir. Maniant un crayon alerte et vivant, il sut rendre avec une rare vérité les scènes des bas-fonds et des quartiers ouvriers de Londres, aussi bien que les théâtres, les prisons, les champs de course, etc... Il suivit très souvent les grands procès, notamment l'affaire Dreyfus.

Il était né en 1845, à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher). Venu à Paris il entra dans l'atelier de Pils et débuta au Salon de 1877 avec une série de dessins. Il fut également un graveur émérite.

C'est un artiste de talent qui disparaît.

HIVER

Tristes, mornes, muets, ouverts comme une

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Les trois groupes politiques anglais, conservateurs, libéraux et travaillistes, continuent à se disputer le fromage. Comme nous l'avions prévu, le Labour Party, au sein du Pouvoir, commence à faire marche arrière et abandonne son programme minimum.

Le correspondant du Times en Ecosse, qui a pris connaissance d'un aperçu du plan du gouvernement travailliste, précise qu'il n'y est pas question d'un impôt sur le capital ni de quelque autre mesure similaire.

Les conservateurs qui jusqu'au dernier moment ont espéré sauver leur parti du désastre, sont affolés depuis que le parti libéral se refuse à faire la coalition avec eux.

Pendant que tous ces politiciens tournent autour de l'assiette au beurre, le chômage subsiste, et la misère grandit avec l'hiver.

En Allemagne, la situation qui semblait s'améliorer, est à nouveau troublée. A Berlin, 150.000 ouvriers de la métallurgie se sont mis en grève ne voulant pas accepter une diminution de salaire.

Si l'on parle de diminuer les salaires, l'on menace par contre d'augmenter les heures de travail, et nous apprenons de Cologne que les usines de laminage Mannesman ont fermé leurs portes en raison du refus des ouvriers de travailler plus de huit heures.

Si le conflit s'envenime, nous verrons sans doute, comme par le passé, les fusils français se mettre au service du capitalisme allemand, car l'argent n'a pas de patrie.

Au Mexique c'est toujours la Révolution, mais pas la nôtre. Révolution de partisans, où deux groupes de capitalistes se partagent le gâteau. Que l'un ou l'autre soit victorieux peut nous importer, la situation du prolétariat n'en sera nullement changée.

Les Etats-Unis qui ne perdent jamais une occasion, profitent de la situation mexicaine pour vendre des canons et des munitions. Il faut tirer parti de tout.

Pour terminer quelques mots sur la Russie, qui continue ses interventions diplomatiques pour reprendre en Europe sa place de « nation civilisée » que le capitalisme international peut bien lui rendre sans danger.

Nulle amélioration dans le monde entier pour le prolétariat qui doit ici comme partout continuer sa lutte pour abolir la politique et ses conséquences néfastes.

J. G.

ALLEMAGNE

GRANDES GREVES

Berlin, 4 janvier. — Le nombre des grévistes dans l'industrie métallurgique de Berlin s'élève aujourd'hui à 150.000.

La cause de cet arrêt du travail, est la prétention des industriels de diminuer les salaires des ouvriers, malgré le prix élevé de la vie.

Esperons que nos camarades tiendront jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

UNE GREVE QUI PREND DE L'EXTENSION

Berlin, 4 janvier. — Le nombre des grévistes dans l'industrie métallurgique de Berlin s'élève aujourd'hui à 150.000.

DIX HEURES DE TRAVAIL !

Berlin, 4 janvier. — Les patrons et les ouvriers de l'industrie métallurgique de Haute-Silésie ont convenu de porter à dix heures la durée de la journée de travail.

ÉTATS-UNIS

LA CATASTROPHE DE PEORIA

Nous avons hier entretenu nos lecteurs et amis, du terrible accident survenu dans une usine, à Peoria (Illinois).

Une dépêche de ce jour nous informe qu'il y eut deux explosions, et que la seconde fut la plus violente. Sur 76 employés qui constituaient l'équipe de nuit, 28 seulement sont indemnes. Suivant un communiqué de la compagnie intéressée, il y aurait trente-cinq morts, six manquants, et quarante-trois blessés dont deux ne surviendront probablement pas à leurs brûlures.

Les voilà bien, les rentes des Travaillistes !

GRÈCE

CHANGEMENT DE MONARQUE

M. Venizelos est arrivé à Athènes ce matin 4 janvier, à quatre heures. Il a déclaré aux journalistes qu'il étudierait la situation et qu'il restera en Grèce jusqu'à ce qu'une solution soit intervenue.

Un qui s'en va, un autre qui revient : c'est toujours pareil pour le peuple grec.

INDES

L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

Delhi, 4 janvier. — MM. Pundit, Malaviya, et d'autres députés, ont déposé une motion à l'assemblée législative, priant lord Reading, vice-roi des Indes, de relâcher immédiatement Gandhi, l'agitateur indien.

A TRAVERS LE PAYS

LE TRES-HAUT EN COURROUX

Auch, 4 janvier. — Le clocher de l'église de Saint-Soulan, canton de Lombez (Gers) qui, depuis longtemps, était lézardé s'est effondré causant des dégâts à l'église.

Vraiment le bon Dieu n'est pas gentil. Il aurait pu trouver un autre endroit où manifester sa colère.

UN IMBECILE

Troyes, 4 janvier. — Pour se venger de sa femme, Régina Bernot, 38 ans, avec laquelle il était en instance de divorce, le nommé Henri Champagne, 36 ans, ouvrier agricole à Racines, prit son fusil et se rendit au domicile de sa femme. Il y trouva son rival, Alphonse Pillot, 27 ans, célibataire, qu'il abattit d'un coup de feu. Le blessé a été transporté à l'hôpital de Troyes dans un état très grave.

Le meurtrier a été arrêté. N'aurait-il pas mieux fait de rester tranquille plutôt que d'accomplir un geste à la fois inutile et criminel ?

AH ! NON ! MERCI

Voici maintenant que l'Union Civique a décidé de créer un service spécial de secours (transports, distributions diverses) destiné à fonctionner en liaison avec ceux de la préfecture. Elle recherche actuellement le personnel et le matériel nécessaires.

Au ! vraiment ! Nous nous souvenons des « services » rendus par l'Union durant la journée du 1er mai. Il y a assez de victimes comme cela. Merci, messieurs !

UN GRAVE ACCIDENT

Amiens, 4 janvier. — M. Coudy Edmond, âgé de 49 ans, coiffeur à Luchaux, qui circulait hier soir avec une bouteille, a heurté un tas de cailloux et est tombé ; il a eu les intestins perforés par des éclats de verre. Son état est désespéré.

IL S'EST SERVI

Nice, 2 janvier. — Cet après-midi, a été arrêté à Nice un receveur de l'Enregistrement à Nice. Il aurait détourné au préjudice du Trésor une somme non encore évaluée, mais qui dépasserait 500.000 francs.

A raison de 1.800 francs par an, c'est un à-compte pour deux cent cinquante ans que ce fonctionnaire a pris. Ce n'est pas mal.

UNE MAISON S'EFFONDRE

Nevers, 4 janvier. — A Grenois, la maison habitée par la famille Charmois s'est effondrée. Deux jeunes filles ont été ensevelies sous les décombres. Lorsqu'on parvint à les dégager, l'aînée avait succombé et la seconde a reçu de graves blessures.

UN HOTEL QUI SAUTE

Oran, 4 janvier. — Une explosion s'est produite ce matin dans un hôtel situé près du théâtre municipal. La plus grande partie de l'immeuble a sauté. Les plafonds de trois étages se sont effondrés. Les dégâts sont importants.

Depuis trois jours, une fuite de gaz existait dans la salle publique. Ce matin, des ouvriers électriques, venant prendre leur travail, ont enflammé des allumettes, provoquant ainsi l'explosion.

Il y a douze blessés dont deux grièvement.

DANS UN PRECIPICE

Cransac, 4 janvier. — M. Espeillac, âgé de 60 ans, domicilié près de Ruhe, conduisait la nuit un char à bœufs lorsqu'il tomba dans un précipice bordant la route. Il a été tué sur le coup.

LES CRUES

VITRY

C'est la désolation. Population ouvrière souffrant plus qu'ailleurs, si c'est possible, de la crue des fleuves.

Des familles entières ont abandonné leur logis. La municipalité ne peut les recueillir, et les pauvres errants cherchent des refuges pour abriter leur triste sort. L'on a sauvé ce que l'on pouvait, pas grand-chose, hélas ! et le reste est définitivement sacrifié.

Des vieillards, des femmes, des enfants, reposent au hasard de l'abri qu'ils ont trouvé, sur des paillasses éventrées, et la scène est pénible.

Et dire qu'avec quelques millions l'on aurait évité cette inhumaine désastre !

Les responsables se rendent-ils compte de la faute qui pèse sur leurs épaules ?

SAINT-DENIS

Saint-Denis qui souffre aussi des inondations, n'est pas encore dans une situation désespérée. La circulation est assurée dans certains quartiers bas par des bacheliers militaires, qui transportent les ouvriers à leur travail.

Sur le boulevard Ornano, la chaussée est envahie.

A l'île-Saint-Denis, le danger grandit cependant, et ce soir, on cofait 12 cm. de plus qu'hier. Certaines usines ont dû fermer leurs portes, mettant sur le pavé quelques centaines d'ouvriers de plus.

A Asnières, quatre usines ont fermé hier au soir. Il y a 200 chômeurs.

BONNIERES

L'usine Piret a également fermé ses portes ne pouvant plus fonctionner sans danger depuis ce matin. Encore des pauvres gens qui vont se trouver sans pain.

En province

LA LOIRE GROSSE ENCORE

Saint-Etienne, 4 janvier. — La Loire est démesurément grossie au Pertuiset, près de Firminy, ainsi que ses deux affluents, l'On-dains et la Gampille, qui débordent sur tout leur parcours.

LE RHONE SORT DE SON LIT

A Saint-Pierre-de-Bœuf et à Chavanay, le Rhône est sorti de son lit, inondant les champs riverains et obligeant la population à employer des barques pour se ravitailler. Plusieurs maisons sont cernées par les eaux.

La neige tombe en abondance depuis ce matin sur Saint-Etienne et la région.

DERNIERE HEURE

La crue de la Seine

M. Yves Le Troquer, ministre des Travaux Publics, a visité cet après-midi un certain nombre de localités sinistrées de la banlieue Sud-Est de Paris, notamment Alfortville et Vitry. Nous ne doutons pas de l'heureuse influence qu'aura sa présence sur l'inondation ! !

Les diverses indications météorologiques communiquées ici confirment les prévisions du service des crues.

La Seine est en baisse jusqu'à son confluent avec la Marne, mais un flot est encore signalé sur cet affluent : ce flot retardera légèrement la baisse des eaux de la Seine.

On estime dans ces conditions que le maximum prévu de 7 m. 10 sera atteint dimanche prochain et qu'une dérive sensible se produira presque immédiatement.

A Melun, ce soir, une baisse des eaux de 7 centimètres a été constatée. M. Peytral, préfet de Seine-et-Marne, accompagné de MM. Dupuy, secrétaire général, et Brochet, commissaire de police, ont continué à visiter aujourd'hui les régions sinistrées du département. Elles n'en étaient pas plus fières pour cela !

D'autre part, les moulins de Moret, Nemours et Sens se trouvent arrêtés. Le préfet de Seine-et-Marne a fait aujourd'hui des démarches auprès du ministre de la guerre pour que ces municipalités ne manquent pas de pain.

Du côté de Troyes, une hausse des eaux de 2 centimètres a été constatée à Gommerville et à Mussey-sur-Seine. La cote à Troyes, était hier de 3 m. 82 ; elle est aujourd'hui de 3 m. 88. A Nogent-sur-Seine, elle était hier de 3 m. 20 ; elle est aujourd'hui de 3 m. 16 ; à Bray-sur-Seine, hier 3 m. 28 ; aujourd'hui, 3 m. 26.

Allons-nous malgré tout vers une dé crue ?

Autour d'un voyage

Le voyage du roi d'Espagne en Italie a fait couler beaucoup d'encre. Après la grande guerre qui fut l'accession des peuples à la souveraineté de fait dans les trac-tations internationales des Etats... capitalistes, avouons que ce déplacement aura été un mécompte pour ceux qui croyaient à ces sacro-saints principes. Après tout, optimistes à toute épreuve, ils pourraient se dire qu'un roi tel Alphonse XIII vaut bien un peuple tel le peuple espagnol. Et effectivement, grandes sont les fautes du peuple espagnol, et s'il accepte de bonne grâce ou avec scepticisme l'avènement d'une dictature militaire, il peut avoir les reins assez solides pour résister à des parallèles déshonorants.

Dans un état en décomposition, tous les phénomènes s'expliquent et un Etat ne subsiste que pour trois raisons, par la lâcheté du peuple, par sa déchéance ou par son adhésion. Et comme, tant bien que mal, le roi et le dictateur Primo de Rivera ont voulu faire figure de mandataires d'une volonté collective, comme inconsciemment ou avec conscience, ils ont tablé sur la stabilité de leur régime et sur leur solvabilité politique, se croyant sur des assises solides et durables, nous allons voir s'ils se sont trompés ou si réellement les ressources et la confiance du peuple les accompagnent.

Le peuple espagnol se trouve aujourd'hui dans un état de prostration qui a permis la mystification de sa volonté. La longue chaîne de défaites des dernières années de son histoire lui a enlevé tout espoir de relèvement. Tout à tour il a vu disparaître son empire colonial, dont il s'était d'ailleurs désintéressé depuis longtemps, il a vu piétiner son intégrité territoriale, fouler aux pieds sa souveraineté politique, perdre son prestige international, ruiner son agriculture. Du tableau des progrès scientifiques et intellectuels du monde, il s'est vu rayer. Ses partis populaires se sont dissous. Sa jeunesse universitaire est tombée dans la plus ridicule des décadences. Et toute sa richesse nationale est tombée dans les mains d'une bureaucratie corrompue et irresponsable.

Un espoir lui restait : l'essor de son industrie. Mais cette dernière n'avait qu'un moyen d'échapper au cataclysme, c'était de conquérir son indépendance quoi qu'elle risquât ainsi une autre mort : la consommation par isolement. Les régionalismes catalan et basque ont été les porte-paroles de cette tendance à l'autonomie, mais comme, malgré tout, un principe de solidarité autoritaire et dominatrice les lie au centre spoliateur et maléfaisant, ils ont été ensevelis dans la boue qui a étouffé et sali tout le régime. Et aujourd'hui, industriellement et économiquement, l'Espagne se trouve au bord de l'abîme. L'industrie qui, pendant la guerre, aurait pu jeter les bases d'un avenir d'activité et de profits se trouve de par sa solidarité avec les oligarchies gouvernementales anémiée et dans une crise sans issue.

Les peuples sont lents à suivre le mouvement des systèmes et des idéologies, ils sont lourds à manier et à entraîner dans les nouveaux courants de progrès, difficiles à adapter aux phases successives de l'évolution humaine, et le peuple espagnol a passé toute la période qui a suivi la défaite de 1897, la perte des colonies. Il est plongé dans l'indifférence la plus décourageante quant aux problèmes de son affranchissement.

Laissons pour le moment les chances de révolution que peuvent éveiller les tendances avancées du prolétariat et bornons-nous à prendre le peuple tel qu'il est, pour voir s'il peut suivre les gouvernements dans la voie où ils se sont engagés.

Donc, au nom d'un peuple démoralisé, ruiné, avachi, affaibli, sans conscience ni notion de responsabilité, le roi d'Espagne, flanqué du représentant de l'armée, qui en ce moment tient lieu de corps politique, s'est engagé à tenir un rôle de premier plan dans la politique internationale et a accepté toutes les charges d'un pareil compromis.

L'Espagne et l'Italie ont provoqué dans les Etats capitalistes un mouvement de défiance et de défense. L'Italie et l'Espagne sont-elles en mesure de faire honneur à leurs apparences ? Sans peur de se tromper on peut répondre que non. Alors à quoi servent les voyages et les discours ? Nous allons essayer de le découvrir.

L'Espagne est engagée dans l'aventure du Maroc qui, avec la lutte sociale à Barcelone, sont les deux points principaux de la politique nationale et l'axe pour ainsi dire de toute action gouvernementale. Le Directoire militaire s'est imposé au pouvoir grâce à l'acuité et à l'imprécision de ces deux problèmes. Si telle a été la raison d'être il ne pourra se soutenir que dans la mesure où il parviendra à le dominer.

L'appel au fascisme a donc été réciproque. Mussolini a besoin de Primo de Rivera, de même que celui-ci de Mussolini. Et la preuve que l'Espagne n'avait d'autre issue que de chercher des appuis au dehors, devant les déboires et les ennuis de sa politique nationale et internationale, c'est que déjà, M. Alba, ministre du cabinet libéral, décédé à la suite du coup d'Etat militaire, avait déjà préparé le terrain pour une entente entre les deux réactions, mais sous un autre masque.

Mussolini a reçu les dictateurs espagnols les bras ouverts, comme il s'apprête à admettre la Russie dans ses relations, comme il accueillera n'importe qui.

L'Espagne ne peut rien lui apporter, ni prestige international, ni travail, ni profit industriel. S'il a spéculé sur le désaccord de la France et de l'Angleterre pour développer sa puissance dans la Méditerranée, s'il se figure arriver à constituer un danger et une menace pour l'hégémonie de la France, celle-ci ne pourrait qu'enregistrer, la rage au cœur, mais sans opposition effective, à cause de son isolement, un fait accompli d'une telle importance, il n'en sera pas de même quant au facteur positif de son expansion impérialiste que seraient ses alliés, et son plan s'effondrerait, si ce n'est qu'il soit du même calibre que l'Espagne.

Le gouvernement de Primo de Rivera a deux manières de sortir de l'impasse où il a conduit la politique espagnole : une politique de réformes à l'intérieur, qui le ferait rompre avec les gens de droite, avec toute la clientèle qui l'a hissé au pouvoir, et il ne peut pas le faire, ou une politique de conquêtes que le pays saboterait et qui risquerait de le renverser, car la patience du peuple viendrait à bout. En attendant il ne peut compter que sur la passivité d'un pays sans âme.

Donc, en dehors du marteau-pilon révolutionnaire qui, avec ses coups redoublés pourrait ébranler forcément l'édifice de la dictature militaire, les facteurs strictement d'ordre politique et administratif conspirent contre une action qui entraînerait le pays au-delà de ses forces et de ses possibilités matérielles.

La presse de tous les pays a fait grand bruit autour de ce voyage et a échauffé les projets d'alliance les plus fantaisistes et les plus redoutables pour la classe ouvrière. On peut le dire en toute confiance et aussi en toute certitude : le fascisme espagnol c'est de la camelote. Mais de même que nous avons le devoir de le dévoiler, le prolétariat international se doit de se mettre en garde contre tous les Etats capitalistes qui, à l'appui de ce rapprochement ridicule et malheureux veulent lui tendre un piège et le conduire de nouveau à la « course aux armements. »

ALLEGRE.

LES HALLES

LE PRIX DE LA VIE

La hausse continue : le bœuf s'est payé aujourd'hui, aux Halles, 20 fr. de plus qu'hier, le veau et le mouton 30 francs.

Le poisson est inabordable pour les bourses prolétariennes et monte toujours, le colin augmente de 1 franc, la dorade de 2 francs, et le mulot de 2 francs.

Le lapin augmente de 0 fr. 75 au kilo. Les légumes, eux diminuent aux Halles, de 5 fr. pour les choux-fleurs, de 20 fr. pour le chou de Bruxelles, l'oseille elle baisse de 50 fr. ce qui n'empêche pas qu'elle se vendait au détail 3 fr. la livre.

Le beurre diminue aussi : qu'ils disent, on le paie 2 fr. 20 le quart au détail, sans les riches peuvent se payer une livre de beurre.

Et il y a une Commission pour la vie chère.

Laissez-nous rire !

Pour les 1.800 francs

D'importantes forces policières avaient été massées aux environs de la gare Saint-Lazare, et dans la gare même, pour empêcher les cheministes des chemins de fer de l'Etat de manifester en faveur des 1.800 fr. Messieurs les « flics » n'eurent pas à intervenir, car tout s'est passé dans le calme le plus complet et tout cela n'avait qu'un but : c'est d'embouteiller Paris un peu plus à l'heure de la sortie des magasins.

Le bouge de Cazavan flamboyait au fond de la seconde cour. Le géant et son mince garçon ne suffisaient pas à servir les consommateurs. Au comptoir, Mme Cazavan, femme vigoureusement taillée, tricotait, montrant ses belles mains chargées de bagues pesantes. De temps en temps, elle posait son tricot et frappait avec une cuillère sur le comptoir pour appeler Pommier et lui indiquer un client impatient. Puis elle reprenait l'aiguille et contemplait impassible le spectacle de la salle.

A toutes les tables, une seule exception, on buvait du vin. Quelques buveurs avaient retourné leurs manches et, posant le coude sur la table, ils appuyaient sur leur main leur front couvert de cheveux emmêlés. D'autres, la face cadavéreuse, grimacciaient au-dessus de leurs verres. D'autres demandaient à boire, et d'autres esuyaient les taches du vin sur le coin de leurs joues. Tous avaient les membres grêles ou bouffis par les sucs lymphatiques, les chairs molles, le corps irrégulièrement développé. La destinée des victimes du métier se lisait dans la pâleur de leurs visages, la disproportion de leurs membres, la bizarrerie de leurs mouvements. Que si on les eût interrogés, chacun aurait pu raconter son supplice.

A dix ans, je me courbais sous le rouet à faire des canettes. C'est pour cela que j'ai l'épine dorsale déviée.

Moi, je faisais tourner les roues qui mettent en mouvement les mécaniques à dévider. C'est pour cela que mes bras ont volé la force de mes jambes. J'assommiais un bœuf, et j'ai de la peine à monter un escalier.

(A suivre).

(19) Feuilleton du Libertaire 5-1-24

Le Drapeau Noir

par
Tony RÉVILLON

X

CORTEIZ

Une pensée, la pensée qui avait mis un éclair dans ses yeux lorsqu'il répondait : « J'accepte ! » à ce ministre aussi misérable que lui, la pensée d'une revanche qui serait une expiation. Il restait un coup à jouer à ce joueur. Cortez mêlait les cartes et préparait la partie.

— Hélène ! dit-il enfin.

Elle ne répondit pas.

— Hélène, dit Cortez, depuis vingt-sept ans je désire vous voir et vous demander pardon. Sans moi vous auriez vécu heureuse ! Mais je vous aimais tant ! Il y a une chose que je ne vous ai jamais avouée alors, — je n'aurais pas osé, — c'est que j'aimais aussi votre mari. Je l'aimais comme un frère et je l'ai trahi ! Jugez de l'étendue de ma passion ! Quand il a tout appris, j'étais décidé à me laisser tuer sans me défendre, et s'il ne m'avait frappé au visage, c'est moi qui serais mort. Forcé de fuir, je suis retourné à Saint-Etienne, à mon retour. Je ne pouvais rien pour vous, et cependant je voulais vous dire : « Disposez de moi ; décidez, faites ! » Vous étiez partie. Je vous ai cherchée à Lyon ; recherche inutile. Malheureusement, je ne suis pas de ceux qui la douleur tue. Il fallait tout ou-

blier, oublier à tout prix. J'ai demandé l'oubli au jeu, aux excès de toutes sortes ; j'ai pris l'habitude de mal vivre. Ma mère est morte de chagrin. Ça été mon second crime. Et j'ai continué. Si je parlais de remords, on ne me croirait pas, et l'on aurait raison. Qu'est-ce que c'est que des remords qui ne vous empêchent pas de recommencer ? Maintenant, je suis au bout, las de moi-même et las de la vie. Hier, par hasard, j'ai entendu prononcer le nom de Fabry. Le passé m'a pris à la gorge et j'ai suivi le jeune homme qui portait ce nom...

— Mon fils ! Vous avez vu mon fils !

Hélène fixait sur Cortez des regards égarés.

— Vous avez vu mon fils ! Ah ! malheureux ! Et lui vous a-t-il vu ?

— Non.

— Il ne faut pas qu'il vous voie ! Il ne faut pas qu'il vous reconnaisse !

— Pourquoi ?

— Parce qu'il voudrait venger sur vous la mort de celui qu'il croit son père ! Parce qu'il vous provoquerait, parce qu'il vous tuerait peut-être ! Et vous sentez bien que c'est impossible !

— Impossible ! balbutia Cortez. Je ne comprends pas. Impossible ! Pourquoi ? Cet enfant...

— Cet enfant, c'est le vôtre.

Hélène, debout, regardait Cortez en face. Un souffle de vaillance animait son petit corps frêle.

— Oui, le vôtre ! Mais il est à moi, rien qu'à moi - C'est moi qui l'ai nourri, qui l'ai élevé, qui l'ai aimé, qui en ai fait un homme ! Vous, vous ne savez pas même qu'il existait. Vous aviez fui ; et je serais mort de douleur, de remords et d'abandon si ce petit être dont la vie commençait en moi ne m'eût imposé le devoir de vivre.

Depuis ce jour, j'ai été père, rien que père, absolument père. Je vous ai oublié, j'ai

tout oublié. Dans le monde entier je ne voyais que lui. Pourquoi êtes-vous revenu ? Que venez-vous faire ici ? Que voulez-vous ? Si mon fils continue à se croire le fils de M. Fabry il sera votre ennemi. S'il apprend qu'il est le vôtre, il me méprisera. Et je mépriserais ! Par mon fils !

Elle parlait inutilement Cortez s'était tût dit en deux mots : « Un faussaire, un espion, n'a pas de fils. » Et il baissait la tête.

— Ah ! s'il avait retrouvé Hélène lorsqu'il était venu la chercher, s'il avait connu son enfant au berceau, sa vie aurait été tout autre ! Mais à quoi bon même supposer cela ?

— Rassurez-vous, dit-il ; M. Victor Fabry ne saura jamais qui je suis. Depuis plus de vingt ans, j'ai quitté mon nom pour prendre celui de ma mère, et je vous promets de ne rien lui dire. Mon séjour à Lyon aura peu de durée, et ce séjour sera le dernier. Vous vivrez en paix. Pour moi, je ne vous demande qu'une chose. Au nom de ce que vous avez souffert, pardon nez-moi.

— Je vous pardonne.

— Adieu, dit-il. Votre fils pourrait rentrer, et ma présence ici l'étonnerait.

Lentement il se dirigea vers la porte. Mais au lieu de l'ouvrir, il s'appuya contre le montant et se mit à sangloter.

— Mon fils ! Mon fils ! répétait-il.

— Courage ! dit Hélène attendrie. Merci. Courage !

Il reprit sa fermeté.

— Hélène, nous traversons des temps troublés. Dans deux mois, dans trois mois, plus tôt, peut-être, Lyon sera en feu. Si votre fils pourrait jamais un danger, adressez-vous à moi.

— Je vous le promets.

Il lui tendit une carte, sortit rapidement.

PARTIE REMISE

Le repli communiste

L'Humanité d'hier annonce que le meeting communiste (avec ordre du jour syndical) fixé au samedi 5 janvier, rue Grange-aux-Belles, est reporté au vendredi 11 janvier, même salle.

Et elle ajoute :

Ce meeting organisé à l'occasion de l'anniversaire de l'occupation de la Ruhr aura une importance toute particulière. Y seront traitées toutes les questions se rapportant à cette occupation avec toutes les conséquences désastreuses qu'elle comporte pour les prolétaires des deux pays intéressés.

Ainsi donc, le Parti Communiste et ses commis de certains syndicats reculent devant la colère des masses syndicales de la région parisienne. Suivant le langage technique du grand stratège Boukharine, nous assistons à une manœuvre de repli. Nous ne sommes pas dupes.

Que les gens du P.C. se mettent bien dans la tête qu'ils ne sont, à la Maison des Syndicats, que des invités, au même titre que les autres groupements extérieurs. Il ne faut jamais abuser de l'hospitalité.

Déjà, pour la seconde conférence de Francfort, alors qu'il s'agissait de Comités d'action, la C.G.T.U., sous la pression des syndicalistes, avait décidé que les questions syndicales étaient du seul ressort confédéral.

Aujourd'hui, après Bourges, le P.C. jette le masque et veut brûler les étapes de subordination. Aux aveugles d'y voir enfin clair. Aux énergiques de se dresser vigoureusement contre cette tentative de castration du syndicalisme !

Dans les milieux syndicaux où l'alerte fut chaude jeudi, on reste sur le qui-vive et la journée d'hier fut fertile en commentaires indignés et en résolutions viriles. Les nombreux militants que nous avons vus sont unanimes à vouloir empêcher l'insolente opération qui se prépare.

Voici d'abord la protestation du syndicat des sœurs de pierre tendre :

Le bureau syndical joint sa protestation à celle des autres organisations, concernant le sans-gêne avec lequel le bureau de l'U.D. prend la salle de l'Union à un parti politique.

Le bureau syndical conteste à n'importe quel parti politique le droit de s'emparer du programme syndicaliste révolutionnaire. Il attire sur ce fait l'attention de la C. E. de la C.G.T.U.

Il ajoute que seuls les syndiqués doivent disposer de la grande salle et que c'est exclusivement pour cela que les ouvriers paient des cotisations depuis vingt ans. Le Conseil pose la question suivante, à savoir si l'U.D. est devenue une succursale du P.C.

Le bureau syndical.

D'autre part, le syndicat unique du Bâtiment fait savoir à ses adhérents que si l'ordre du jour du meeting communiste a changé d'aspect le syndicat reste dans le même point de vue. Son secrétaire nous a remis la note suivante :

Des organisations syndicales ont relevé le défi porté aux syndicalistes actionnaires de la Maison des Syndicats par l'Humanité de jeudi qui annonçait un meeting sur la vie chère, les salaires et les 1.800 fr. des fonctionnaires. Leur protestation a obligé de mettre un masque et de reculer le meeting.

La période électorale est ouverte et, s'il est indéniable que tout groupement peut s'occuper de tout ce qui lui plaît, il reste à savoir si la Maison des Syndicats a été construite pour que d'autres viennent y faire la besogne des syndicats ou leur propagande électorale.

La question doit être posée à la Maison des Syndicats et peut être résolue dans ce sens : les organisations extérieures qui demandent une salle doivent indiquer l'ordre du jour de leur réunion, l'administrateur-délégué et, au besoin, le bureau de l'Union devant refuser la salle pour toute propagande contraire à l'action syndicale ou s'y substituant.

Il serait paradoxal de voir chez ceux qui ont voté des décisions de congrès contre l'armée, la patrie ou autre choseries, d'y voir prôner ces mêmes entités.

L. CHARBONNEAU.

MINORITÉ SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

A tous les Syndiqués Minoritaires A toutes les Unions et Fédérations Minoritaires

Au moment où le syndicalisme révolutionnaire subit une crise redoutable, au moment où grandit le courant qui entraîne syndiqués et syndicats vers l'autonomie ou vers la rue Lafayette, la minorité syndicaliste constate que cette crise est la conséquence logique et prévue de la politique syndicale du Parti Communiste, entérinée et renforcée par l'abdication de la majorité confédérale devant le Parti.

Mais, plaçant, contrairement aux politiques des intérêts de la classe ouvrière et son désir d'unité au-dessus de toute vaine préoccupation de tendance, la minorité croit utile de rappeler, en les précisant, les termes de son dernier manifeste relatif à l'Unité.

En particulier, en ce qui concerne l'autonomie préconisée par certains minoritaires bien intentionnés, la minorité pense que cette tactique ne saurait aboutir à la reconstitution de l'unité syndicale.

Il serait vain, en effet, de croire que l'ensemble des organisations adoptera ce système. Il restera toujours des syndicats, et de nombreux, fidèles à la C. G. T. ou à la C. G. T. U. et permettant la vie de ces deux organismes.

Les syndicats autonomes, dans l'impossibilité où ils seront de faire face, isolés, à la coalition capitaliste, seront obligés de se

grouper entre eux, et ils aboutiront, après une vaine tentative de dissolution des deux C. G. T. existantes, à la constitution d'une troisième C. G. T.

L'exemple de l'Allemagne, d'ailleurs, confirme cette thèse. C'est l'application du système de l'autonomie qui a conduit la classe ouvrière de ce pays au morcellement, et à la constitution d'autant de centrales syndicales qu'il y a de courants politiques ou philosophiques.

Quant à l'unité organique, à la base elle semble ne pas être plus efficace. Si, théoriquement elle paraît pouvoir donner des résultats, pratiquement elle s'affirme impuissante à atteindre le but poursuivi.

L'expérience du P. C. vient de démontrer lumineusement, en effet, que ces sortes de tentatives n'aboutissent jamais à l'unité réelle. Elles ne réalisent qu'une unité fictive, les syndiqués fidèles à la C. G. T. désertent, reconstituant immédiatement des syndicats adhérents à cette C. G. T.

Aussi, ce système a-t-il uniquement pour résultat d'entraîner quelques organisations unitaires dans le giron de la C. G. T. Ce ne peut être là, de toute évidence, le but poursuivi par les membres de la minorité syndicaliste révolutionnaire.

Pour ces raisons, et dans l'état actuel des choses, la minorité pense que l'unité ne saurait être réalisée à la fois au sommet, et à la base que par la réunion d'un congrès confédéral d'unité.

Ce congrès, auquel s'opposent certains dirigeants peut, et doit être provoqué par la masse de plus en plus acquise à l'idée d'unité.

A cet effet, la minorité préconise la constitution de l'unité d'action à la base par la création de comités mixtes, inter-fédération, inter-union, inter-syndicat, destinés à dresser l'ensemble des travailleurs partisans de l'unité contre tous les adversaires de l'unité, quels qu'ils soient, et chargés de défendre par les moyens de lutte de classe, les intérêts corporatifs de l'ensemble des travailleurs.

Bien entendu, chacune des organisations majoritaires et unitaires adhérentes à ces comités, prendrait l'engagement de défendre auprès de son organisme central la réunion du Congrès confédéral, et par conséquent la réalisation définitive de l'unité organique totale.

La minorité, soucieuse d'éviter tout nouveau morcellement des forces prolétaires, adresse une fois de plus un pressant appel à tous les militants et à tous les syndiqués.

Elle leur demande de poursuivre activement leur action en faveur de l'unité sur le seul plan où elle est réellement possible : les comités mixtes.

Au surplus, la minorité demeure persuadée que l'unité sera l'aboutissement d'un long effort, et que les comités mixtes ne tarderont pas à créer dans la masse un tel courant d'unité, que nulle force au monde ne sera capable de l'arrêter.

Enfin, enregistrant le résultat obtenu jusqu'ici par les tentatives d'autonomie et d'unité organique à la base, la minorité signale qu'une telle action la dessert au lieu de la servir.

Elle compte sur la conscience syndicaliste de tous, pour que les syndiqués, les syndicats et les unions minoritaires restent adhérents à la C. G. T. U. pour y poursuivre à la fois, le redressement syndical et l'unité de la classe ouvrière.

Pour la minorité : Le Pen, Secrétaire à la propagande ; Jouteau, Larigue, Secrétaires Généraux ; Marie Guillot, Chevalier, Secrétaires à l'organisation ; Massot, Trésorier.

Les grèves

Métaux de Homécourt. — Les ouvriers des Forges et Acieries de la Marine, à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), se sont mis en grève pour une augmentation de salaires.

Typos de Valence. — Commencée mercredi, la grève des ouvriers typographes se poursuit favorablement.

Les patrons ont déjà offert un franc d'augmentation, mais les ouvriers ont maintenu leur demande de deux francs.

Les imprimeries sont fermées. Le « Journal de Valence » ne paraît plus.

Un réfectoire à la Bourse

Nous avons annoncé la mort accidentelle de la camarade Foncin, secrétaire-adjointe des teinturiers. C'est en voulant préparer son repas dans un bureau de la Bourse du Travail que le feu se communiqua à ses vêtements. Elle mourut après une affreuse agonie.

La C.A. de la Bourse rappelle qu'il est interdit de faire du feu et de prendre ses repas à la Bourse, tout au moins pour le moment.

La C.A. fait les démarches nécessaires pour l'installation d'un réfectoire à la Bourse, à l'usage des employés et des permanents de syndicats.

A propos de la fermeture de la Bourse

Une note parue dans le *Libertaire* et dans l'*Humanité* du 3 courant concernant la fermeture de la Bourse du Travail de Paris pendant trois jours, du 31 décembre au 2 janvier inclus, ayant, paraît-il, gêné le fonctionnement des organisations ouvrières, la Commission Administrative tient à protester.

Elle rappelle que, toujours, même quand les bureaux de la Bourse du Travail sont fermés au public, les portes sont toujours ouvertes aux permanents, Secrétaires ou Membres des Conseils.

La C. A. a eu le souci, non seulement de l'aération des locaux et, par ce fait, de la santé de toutes les personnes fréquentant la Bourse du Travail, mais encore du repos du personnel, tant permanents, dactylos, surveillants qui, tout autant que leurs camarades des autres professions, ont droit également au repos.

La Commission Administrative.

Les accords circonstanciels

Au cours de l'assemblée générale tenue par le Syndicat de l'Habillement de la Seine, peu avant le Congrès de Bourges, la minorité a présenté des points de vue sur les accords circonstanciels dont voici la substance :

Nous ne croyons pas nous tromper en disant que des accords circonstanciels ne peuvent s'établir entre nous et des éléments étrangers au Syndicat que sur une base révolutionnaire.

Nous ne pouvons pas, par exemple, établir un accord circonstanciel avec la Franc-Maçonnerie pour fixer un point d'outre de philosophie. Nous ne pouvons pas non plus former un A.C. avec l'Union Anarchiste pour établir un nouveau précepte de morale. La philosophie et la morale sont des points de vue qui n'entrent pas dans nos aperçus en tant que syndicalistes.

Nous ne pouvons pas former un A.C. avec le parti S.F.I.O. pour faire aboutir l'impôt sur le capital. Ce n'est pas l'impôt sur le capital qui avancera notre émancipation d'une minute.

Nous ne pouvons pas conclure un A.C. avec le parti S.F.I.C. pour réaliser l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, parce que notre Syndicat étant ouvert à toutes les conceptions politiques, nous ne pouvons pas nous situer, en tant que syndicalistes, pas plus pour un gouvernement ouvrier et paysan que pour un gouvernement républicain quelconque ou un gouvernement monarchique.

Ainsi donc, nous disons que les A.C. avec des éléments étrangers au Syndicat doivent avoir une base révolutionnaire, c'est-à-dire un seul but : le renversement du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, car il ne peut y avoir de véritable révolution sans la destruction de ce régime-là.

Si c'est pour faire la révolution ou pour la préparer que nous formons des A.C. avec des éléments étrangers au Syndicat, nous n'avons qu'un seul moyen de nous entendre avec ces éléments-là : c'est de nous placer sur le terrain de la lutte des classes.

Comment trouveriez-vous un accord entre syndicalistes et bourgeois pour un but révolutionnaire ? Il est donc évident que si nous nous trouvons trop faibles pour opérer par nous-mêmes, et que nous sommes obligés d'aller chercher du renfort chez des éléments étrangers au Syndicat, c'est bien au moins vers des éléments de notre classe que nous devons nous tourner. Il nous semble que le bon sens nous indique que l'exploité qui veut son émancipation et qui cherche un appui en dehors de son organisation syndicale, ne doit s'adresser qu'à des exploités comme lui.

Mais alors, nous demandons : « Que font ces exploités à qui nous demandons du secours ? Que font ces exploités dont nous avons besoin pour faire notre besogne révolutionnaire ? Que font ces exploités en qui nous avons l'air de placer notre espoir de réussite ? Oui, que font ces exploités « hors » de l'organisation syndicale ? Il est évident que si ces exploités vers qui nous tendons la main pour solliciter leur assistance, valaient quelque chose au point de vue révolutionnaire, ils auraient déjà rejoint leur organisation syndicale.

Ainsi donc, il ne peut pas y avoir d'accord circonstanciel entre nous et des éléments étrangers au Syndicat pour un but révolutionnaire, parce que les révolutionnaires sont chez nous, dans nos milieux, dans nos syndicats. Tout exploité qui n'est pas au Syndicat, n'est pas révolutionnaire, exception faite, bien entendu, pour les camarades qui se retirent par dégoût.

Nous posons donc la question : « Peut-il y avoir un A.C. qui en vaille la peine, car nous n'appelons pas une réunion ou une manifestation un accord qui ait de l'importance ou qui mérite une discussion ? » Nous disons : Peut-il y avoir un A. C. pour d'autres buts qu'un but révolutionnaire ? Si c'est oui, nous demandons qu'on nous l'indique. Si c'est non, nous disons que ces accords ne peuvent qu'apporter le trouble et la confusion, parce que les vrais révolutionnaires doivent être fiers et nous ne pouvons pas les trouver ailleurs.

Nous aimons à croire qu'il n'y a plus de camarade parmi nous se faisant envahir d'illusions sur ce que peut être un accord circonstanciel entre une organisation syndicale et un parti politique. Un accord circonstanciel entre une organisation syndicale d'un parti politique n'est pas possible. Ce qui est possible, c'est un accord permanent. Accord circonstanciel veut dire accord déterminé par une circonstance ou un événement ; cela veut dire aussi accord temporaire. A notre avis, un accord à but déterminé et à durée limitée n'est pas possible entre une organisation syndicale et un parti politique.

Prenons, par exemple, l'accord constitué entre l'I.S.R. et l'I.C. Est-ce un accord circonstanciel ? Non ! Quel est le but de cet accord ? Il est évident que le but du Comité d'action international est de renverser la bourgeoisie partout où elle se dresse. Rien de moins déterminé que ce but-là ! Rien de plus vague, de plus intangible que cette collaboration dans le vide, dans l'abstrait, dans la théorie.

Et même si ce Comité d'action international devait arriver un jour à entreprendre quelque chose de concret, à entrer en lutte ouverte et directe avec l'adversaire, à manifester son existence par des preuves sensibles, il n'en serait pas moins vrai qu'il se serait constitué d'une façon indéterminée, car un Comité d'action, qui veut faire de l'action, doit non seulement être prêt à passer à toute éventualité, mais doit lui-même provoquer la lutte, de manière à ne jamais laisser languir l'action.

Il est donc impossible de déterminer un but au Comité d'action international. Est-il possible de lui assigner une durée limitée ? Non plus. Ce Comité d'action doit logiquement durer jusqu'à ce que la bourgeoisie soit renversée, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution.

Ce qu'on nous présente comme accord circonstanciel devient permanent. Et sous un autre nom, c'est la liaison organique, c'est le syndicalisme enchaîné à la politique, au bénéfice exclusif de cette dernière.

Dans un prochain numéro, nous parlerons de cette question au point de vue national.

La Minorité de l'Habillement.

Communiqués Syndicaux

AUX MILITANTS

Nous faisons tout notre possible pour que la tribune syndicaliste du *Libertaire* soit vivante, exacte, documentée.

Pour cela nous comptons sur le concours des militants de Paris, de la province et de l'étranger.

Toute la vie syndicale nous intéresse. Il faut nous faire connaître, le plus rapidement possible, les avis de réunions, les décisions, les revendications, les grèves, etc. Informez le *Libertaire*. Répandez-le.

U. D. Confédérée. — Réunion aujourd'hui, à 20 h. 30, à la Bourse de la Commission exécutive.

Fédération Postale Unitaire. — Réunion de la commission du journal, aujourd'hui à 15 heures, au Siège, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e).

U. D. unitaire. — Le bureau rappelle à toutes les organisations adhérentes que c'est aujourd'hui samedi 5 janvier, qu'expire le dernier délai des dépôts de candidatures à la Commission exécutive de l'Union.

Terrassiers. — Réunions du dimanche, à neuf heures du matin : Sallé Patin, 110, Grande-Rue, Chaville ; Sallé Bois, 100, rue de Paris, Versailles ; Bourse du Travail, 5, rue Dan-gueu.

Mantes : Bourse du Travail, rue de la Gabelle. Commission de contrôle à huit heures, au Siège.

Avis. — Les camarades désignés pour participer aux travaux des comités intersyndicaux sont invités à venir retirer leur mandat dès aujourd'hui au Siège.

Les postes de suppléants étant vacants dans la presque totalité des arrondissements et des communes environnantes, de bonnes volontés, peuvent venir immédiatement retirer leur mandat au Siège.

Scieurs de Pierre tendre. — Réunion du Conseil syndical et de la Commission de contrôle, ce soir à six heures, bureau 9, quatrième étage, Bourse du Travail.

Les camarades candidats au Conseil sont priés d'en avertir le bureau au Siège, afin de constituer une liste d'au moins quinze membres.

Métaux. — Section de Nogent, Le Perreux, La Malmaison. — Réunion ce soir à 20 h. 30, Maison Benoist, 21, avenue Ledru-Rollin, au Perreux.

Section de Nanterre. — Réunion demain dimanche, à 9 h. 30, Maison de la Coopération, 2, rue de la Mairie.

Section Russe. — Réunion demain dimanche, à 14 heures, Bourse du Travail.

Section de Romilly. — Permanence tous les dimanches à la Coopérative, rue Veuve-Aublet.

Section de Joinville. — Permanence tous les dimanches, de 9 à 12 heures, rue du Canal, 33.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Réunion demain 6 courant, à Saint-Ouen, à l'Abellé, 57, avenue des Batignolles.

Dimanche, à la Bourse du Travail, de 9 à 11 heures, permanence.

Syndicat des Employés et Ouvriers Cordonniers du Goussu main. — Réunion du conseil aujourd'hui 5 courant, à 17 heures, Salle des Commissions, premier étage, Bourse du Travail.

Jeunesse Syndicaliste de Palaiseau. — Réunion ce soir, à vingt heures précises. Causerie par un camarade. Nous invitons tous les jeunes.

DANS LE S. U. B.

Cimentiers, Maçons d'art. — Assemblée générale, Salle Ferrer, Bourse du Travail, demain dimanche, à 9 h. 30.

Démolisseurs. — Assemblée générale, salle Henri-Péru, Bourse du Travail, demain dimanche à 9 h. 30.

Commis dessinateurs. — Réunion de propagande, salle Fernand-Pelloutier, Bourse du Travail.

Sections locales intercorporatives. — 3^e et 4^e, 6, rue des Nonnains-d'Hyères. — 5^e et 6^e, 6, rue Lanneau. — 15^e, Maison des Syndiqués, 18, rue Cambonne. — Asnières, Maison du Peuple, 11, rue Jean-Jaures. — Charenton : Salle Le-tellier, 26, rue de Saint-Mandé. — Saint-Maur : 32, rue des Voies-du-Bois.

Issy-les-Moulineaux : 26, rue André-Chénier. — Levallois-Perret : 28, rue Cavé, Maison Communale. — Saint-Denis : Bourse du Travail, 4, rue Suger, à Saint-Denis.

Aux Camarades étrangers. — Il est rappelé aux camarades de langue étrangère qu'ils sont syndiqués au même titre que les autres, et qu'ils se doivent de participer à toutes les manifestations du Syndicat dont ils peuvent se réclamer au même titre que ceux de langue française.

Nous rappelons particulièrement à nos adhérents espagnols qui sont nombreux à la Plaine Saint-Denis, que la réunion de la section locale du Syndicat Unique du Bâtiment a lieu le premier dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, Bourse du Travail, 4, rue Suger, à Saint-Denis.

AUX CAMARADES ITALIENS

Tous les camarades italiens organisés dans les syndicats unitaires de Paris, sont convoqués en assemblée générale, ce soir 5 janvier, à huit heures, dans la Salle Lefèvre, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau, près de la place du Combat, métro Combat.

Les questions portées à l'ordre du jour intéressent vivement la situation économique des émigrés italiens. Nous comptons sur la présence de tous les camarades.

Nous prions vivement les syndiqués français de faire lire aux camarades italiens le texte italien de la convocation :

« Avviso agli organizzati italiani. »

« Tutti gli operai italiani organizzati nei sindacati unitari di Parigi sono convocati in assemblea generale, a qualunque mestiere essi appartengano. »

« L'assemblea ha luogo sabato 5 gennaio, alle ore 5 serali, nella sala Lefèvre della « Maison des Syndicats », a via Mathurin-Moreau, n. 8, facciata angolo a piazza Combat e boulevard Villette. Prendendo il treno sotterraneo, bisogna scendere a Combat. »

« L'ordine del giorno interessa molto l'emigrazione italiana e le sue condizioni economiche. »

« Facciamo viva preghiera perché nessuno manchi. »

« Le Bureau de la M. O. E. »

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gaston MEUNIER

Imprimerie spéciale du *Libertaire*
19-12, rue Paul-Lelong, Paris

Le Conseil d'administration de la Librairie

Sociale, après avoir vérifié et relevé les comptes du gérant actuel, porte à la connaissance des camarades le budget suivant (du 17 septembre au 31 décembre 1923) :

RECETTES	
En caisse au 17 septembre.....	186.95
Recettes du 17 septembre au 31 déc. 1923.....	18.722.80
Total.....	18.909.75

DEPENSES	
Payés aux éditeurs et divers.....	11.683 *
Frais généraux (administration, loyer et divers).....	5.349.55
Total.....	17.025.55

En caisse au 31 décembre..... 1.884.20
Sur les 17.025.55, il y a lieu de déduire 3.316.30 ayant servi à amortir une partie de la dette de la gestion précédente.

Les livres achetés à crédit aux éditeurs, pendant la gestion actuelle, s'élèvent à un total de 4.435 fr. 60. Les espèces en caisse et les dépenses pour amortissement de dette forment un total de 5.200 fr. 50, déjà supérieur aux dettes contractées.

De plus, le conseil d'administration déclare que la valeur du stock marchandises a augmenté de 4.000 francs environ (brochures et volumes), ce qui fait donc un bénéfice « net », pour la période du 17 septembre au 31 décembre, de : 5.200 fr. 50-4.435 fr. 60 = 764 fr. 90.

Le Conseil d'administration : Baudart, Digo, Guérin, Spartakos.
N. B. — Le Conseil d'administration de la Librairie s'engage à publier un bilan chaque trimestre.

CONVOCATIONS

Paris et Banlieue

Groupe de Bezons. — Le Groupe convie les copains anarchistes, syndicalistes fédéralistes, et sympathisants des villes d'Argenteuil, Houilles, Carrières, La Garenne et environs, d'assister à la réunion qui aura lieu le 6 courant, à neuf heures, salle de l'ancienne mairie, place de la République.

Boudoux et Massot feront une causerie, et les copains présents envisageront l'organisation des groupes dans cette région.

La présence du camarade Le Meillour est indispensable.

Groupe du Drancy-Bourget. — Les copains se réunissent aujourd'hui 5 janvier, bureau de tabac, place de la Mairie, à Drancy.

Causerie par un copain sur : Les Anarchistes et le Syndicalisme.

Que tous les copains soient présents.

Bibliothèque de la Jeunesse Anarchiste et de l'Ecole du Propagandiste. — Jusqu'à nouvel avis, la Bibliothèque ne sera pas ouverte. Consultez le « *Libertaire* » qui donnera les renseignements.

Province

Groupe d'Etudes Sociales de Marseille. — Dimanche 6 janvier, à 5 h. 30, 11, boulevard Dugommier : Conférence par Fournier sur l'affaire du « Dixmude » et le fétichisme.

Tous les dimanches, à 5 h. 30, causeries, conférences éducatives. Nous invitons cordialement tous ceux qui s'intéressent à la question sociale.

Les orateurs qui désiraient prendre la parole à ce Groupe, ont toutes les tendances et tous les sujets peuvent s'exprimer, sont priés de s'adresser au camarade Galand, secrétaire, soit au siège, 11a, boulevard Dugommier, soit à son adresse, campagne Aug-Long, à La Timone-Marseille.

Clermont-Ferrand. — Tous les copains et sympathiques sont avisés que les réunions du groupe auront lieu désormais tous les dimanches matin, à 10 heures, à la Bourse du Travail, place Fontgigère.

Communications diverses

Festividad de los Reyes. — Extraordinaria función, para el día 6 de Enero de 1924 a las 2 y 1/4 en punto.

Programa. — Se pondrá en escena el drama en tres actos, de Pablo Giametti, traducido al español, por Salvador Suner, cuyo título es : La Muerte Civil.

2^o El gracioso juguete cómico del Señor Vital Aza, que lleva por título : Las Codornices, por las Sras. Sanabra, Palomino y los Sres. Ramirez, Albiol Gujarrío y Ortiz.

Precio único : 3.50 fr.

Medios de comunicación : Métro : Belleville, Aubusson ; Louvre-Saint-Fargeau, Trévis ; n^o 5, Trocadéro-Nation.

Club du Faubourg. — Cel après-midi, samedi, au Théâtre du Crystal-Palace, 9, rue de la Fidélité (Métro Gare de l'Est). A deux heures précises, Mélois : « Armée et Paix, Anti